

# Burkina Faso/Une dizaine de jours après l'enlèvement de deux d'entre eux au Bénin L'armée française libère quatre otages, deux militaires tués

AFP  
Paris/France

Quatre ravisseurs n'ont pas, non plus, survécu à l'opération décrite comme "complexe".

LES forces spéciales françaises ont libéré quatre otages – deux Français, une Américaine et une Sud-coréenne – au cours d'une intervention "d'une très grande complexité" dans le nord du Burkina Faso, pendant laquelle deux militaires français ont été tués. Cette libération a pu être obtenue grâce à "une opération d'une très grande complexité menée dans la nuit du 9 au 10 mai au nord-Burkina", a commenté hier la ministre française des Armées, Florence Parly, lors d'une conférence de presse. "C'est une opération d'une rare difficulté que peu d'armées au monde sont capables de mener", a-t-elle fait valoir en rendant hommage à "l'héroïsme des forces spéciales" françaises qui ont perdu deux des leurs pendant l'assaut contre les ravisseurs, dont quatre ont été tués.

Selon le récit du chef d'état-major français, le général François Lecointre, "les commandos des forces spéciales se sont infiltrés dans la nuit noire sur une distance de 200 mètres, malgré la présence d'une sentinelle", avant d'être finalement repérés à 10 m des abris des ravisseurs. Cette opération a été "rendue possible par la mobilisation des moyens de (la force antijihadiste française au Sahel) Barkhane, le soutien logistique des forces burkinabè et le soutien américain en renseignement", a précisé le général.



Photo : AFP

Laurent Lassimouillas (à gauche) et Patrick Picque, les deux Français enlevés au Bénin le 1er mai et retenus en captivité jusqu'à leur libération hier.

Les deux Français, Patrick Picque et Laurent Lassimouillas, avaient été enlevés le 1er mai dernier pendant un séjour touristique au Bénin, pays jusque-là épargné par l'insécurité en Afrique de l'Ouest.

Le corps du guide béninois des deux Français avait été découvert samedi dans le parc national de la Pendjari où ils effectuaient un safari. Leur véhicule avait été retrouvé dans l'est du Burkina Faso, pays confronté à une grave dégradation de la situation sécuritaire sur son sol depuis 3 ans.

**OTAGES DEPUIS 28 JOURS** Quant aux deux autres otages libérées, une Américaine et une Sud-coréenne, "personne n'avait connaissance de leur présence" au Burkina, a affirmé le général Lecointre. "A priori elles étaient otages depuis 28 jours", a-t-il précisé.

Le président Emmanuel Macron accueillera ce samedi à 17H00 locales (16H00 au Gabon) les deux ressortissants français, ainsi que l'ex-otage sud-coréenne, à l'aéroport militaire de Villacoublay, en région parisienne.

Au cours de l'opération,

deux militaires ont trouvé la mort au combat, le maître Cédric de Pierrepont et le maître Alain Bertoncello, membres du prestigieux commando marine Hubert, unité d'élite de la Marine française.

Le président Macron "s'incline avec émotion et gravité devant le sacrifice de nos deux militaires, qui ont donné leur vie pour sauver celles de nos concitoyens", selon le palais de l'Élysée. Il présidera "en début de semaine prochaine" une cérémonie d'hommage national aux deux commandos marine.

"La France a perdu deux de ses fils, nous perdons deux de nos frères", a commenté avec émotion le général Lecointre, gorge nouée.

Les autorités françaises suivent l'évolution des ravisseurs depuis plusieurs jours et ont saisi l'opportunité d'agir en raison du risque "de transfèrement de ces otages à une autre organisation terroriste qui agit au Mali (...) la Katiba Macina" du prédicateur Amadou Koufa, ce qui aurait dès lors "rendu impossible d'organiser une quelconque opération de libération", a-t-il détaillé.

L'identité des preneurs d'otages qui avaient enlevés les deux touristes français au Bénin voisin le 1er mai est encore inconnue. Il est "trop tôt pour se prononcer", a déclaré Mme Parly.



Photo : AFP

Cédric de Pierrepont et Alain Bertoncello, les deux militaires qui ont payé de leur vie la libération des otages.

"Ce que l'on peut dire c'est qu'il y a deux mouvements terroristes principaux qui opèrent dans cette zone et qui sont affiliés pour l'un à Al Qaïda, pour l'autre à l'EIGS (Etat islamique au Grand Sahara). Nous n'en savons pas plus pour l'instant", a-t-elle précisé.

**"INSECURITE TOTALE"** "Nos remerciements à la France, au Burkina Faso et au Bénin pour leurs partenariats forts dans la lutte contre le terrorisme", a réagi sur Twitter le responsable du département d'Etat américain chargé de l'Afrique, Tibor Nagy. La présidence béninoise s'est félicité dans un communiqué de la "parfaite coopération entre les services béninois, burkinabè et français", tandis que le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré a salué "l'intervention militaire conjointe, qui a permis d'atteindre ces objectifs, traduit notre engagement à lutter contre les forces du mal". Le Burkina accueille en

banlieue de Ouagadougou la composante "forces spéciales" (Task Force Sabre) du dispositif militaire français dans la bande sahélo-saharienne. La France est déjà intervenue à plusieurs reprises dans le nord du Burkina dans le cadre de Barkhane, qui compte 4 500 soldats au Sahel.

"Dans cette région, il y a une insécurité totale dans laquelle pénètrent à la fois des groupes terroristes, des groupes de trafiquants, parfois des revendications ethniques", a déclaré hier à l'AFP le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian.

Le nord des pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest, comme le Togo et le Bénin, est devenu vulnérable ces derniers mois à la stratégie d'expansion et de multiplication des fronts adoptée par les groupes armés.

Des groupes armés islamistes s'étaient emparés en 2012-13 du nord du Mali avant d'en être en grande partie chassés par une intervention militaire française. Mais ils ont regagné du terrain dans le centre de ce pays et le phénomène s'étend au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant souvent à des conflits intercommunautaires.

## A travers le monde

• Espagne/Municipales. Valls pense qu'une "remontada" est "possible"



Photo : AFP/L'Union

L'ancien Premier ministre français Manuel Valls, distancé dans les sondages, pense qu'une "remontada" est "possible" dans sa course à la mairie de Barcelone, alors que s'est ouvert hier la campagne des élections municipales du 26 mai en Espagne.

• Etats-Unis/Présidentielle. Primaire démocrate : duel Biden et Sanders selon Trump

Donald Trump en est convaincu : le candidat démocrate qu'il affrontera lors de la présidentielle de novembre 2020 sera soit Joe Biden soit Bernie Sanders, tous deux septuagénaires comme lui.

• Portugal/Politique. Le Parlement évite la démission du gouvernement

Le Parlement portugais a évité la démission du gouvernement socialiste minoritaire en rejetant hier les différents projets de l'opposition censés permettre aux enseignants de récupérer les promotions et hausses de salaire gelées pendant la crise.

• Proche-Orient/Conflit. Un Palestinien tué par des tirs israéliens

Abdullah Abd al-Aal, un Palestinien de 24 ans, a été tué hier par des tirs israéliens dans la bande de Gaza lors de manifestations et de heurts le long de la frontière avec Israël, a indiqué le ministère de la Santé de l'enclave gouvernée par le Hamas.

• Ukraine/Diplomatie. Kiev réclame en justice la libération de ses marins détenus en Russie

L'Ukraine a réclamé hier devant une juridiction internationale la libération "urgente" de ses 24 marins arrêtés l'an dernier par la Russie près du détroit de Kertch, accusant Moscou de "violier le droit international".

• Venezuela/Crise. Guaido accuse Maduro de "démanteler" le Parlement

Son bras droit détenu par les services de renseignement après une arrestation rocambolesque, trois députés de son camp réfugiés dans des ambassades : l'opposant vénézuélien Juan Guaido a dénoncé jeudi le "démantèlement" du Parlement auquel se livre selon lui le pouvoir après le soulèvement militaire manqué du 30 avril.

## Etats-Unis-Chine/Diplomatie

# Commerce : les discussions ajournées

AFP  
Washington/Etats-Unis

LES négociations commerciales entre Washington et Pékin ont été "constructives", mais elles sont ajournées pour ce vendredi (hier), ont affirmé des médias, citant le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin.

"Il y a eu des discussions constructives entre les deux parties, c'est tout ce que nous dirons", a déclaré le ministre des finances de Donald Trump, cité par CNBC.

A 11H30 locales (16H30 au Gabon), le vice-Premier ministre chinois Liu He, chargé de diriger les négocia-



Photo : AFP

La poignée de main entre le vice-Premier ministre chinois Liu He (à gauche) et le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, a beau être chaleureuse, les discussions ne sont guère simples.

tiations commerciales à Washington, avait quitté le lieu des négociations tout juste deux heures après y

être entré, a constaté l'AFP. Il avait préalablement serré la main du représentant américain au Commerce

Robert Lighthizer et de Steven Mnuchin, tout en faisant un signe aux journalistes.

Les hauts responsables américains se sont eux dirigés vers la Maison Blanche pour faire état des discussions à Donald Trump. A leur arrivée, ils n'ont fait aucun commentaire.

Le président américain avait estimé hier matin qu'il n'y avait "pas besoin de se précipiter" pour signer un accord avec la Chine, douchant l'espoir d'une résolution rapide du conflit commercial entre les deux pays.

Les négociations, entamées jeudi, avaient repris hier à 09H30, quelques heures après l'entrée en vigueur de tarifs douaniers renforcés portant sur 200 milliards de dollars (121 600 milliards de francs) de biens chinois.